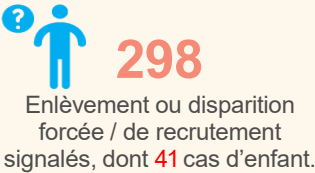
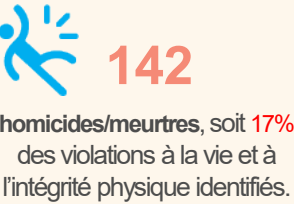


Chiffres clés



Catégories de violations/abus identifiés**



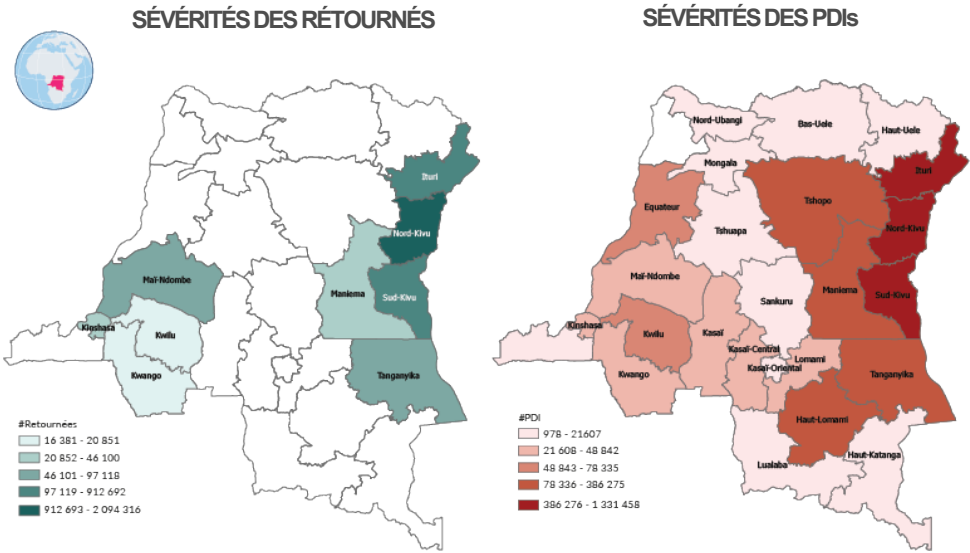
* Les données relatives aux mouvements de population concernent le mois de janvier 2026.
** Les statistiques sur les violations et abus proviennent quant à elles du monitoring de protection couvrant le mois de février 2026.

APERÇU GÉNÉRAL

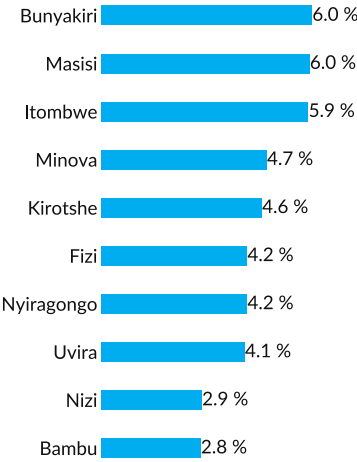
La situation sécuritaire en République démocratique du Congo (RDC) demeure instable, marquée par la persistance d'affrontements entre groupes armés et forces étatiques, ainsi que par une multiplicité de risques connexes affectant durablement les civils. Dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, l'insécurité reste structurelle : représailles ciblées, extorsions, intimidations, restrictions de mouvements, pressions économiques et conflits fonciers continuent d'alimenter un environnement de protection fortement dégradé. Même les zones n'ayant pas connu d'affrontements directs demeurent traversées par des flux armés et des tensions intercommunautaires, comme en témoigne la situation toujours volatile dans la province du Tanganyika.

L'intensification des violences armées entraîne des conséquences humanitaires majeures. Les nouvelles vagues de déplacements, souvent brusques et massives, exacerbent la vulnérabilité des ménages qui se retrouvent confrontés à des besoins urgents de protection et d'assistance. Simultanément, l'accès aux services sociaux essentiels se réduit du fait de la fermeture ou du dysfonctionnement des structures sanitaires, éducatives ou administratives, ainsi que de la diminution de la couverture opérationnelle de certains partenaires humanitaires, directement affectés par les contraintes sécuritaires.

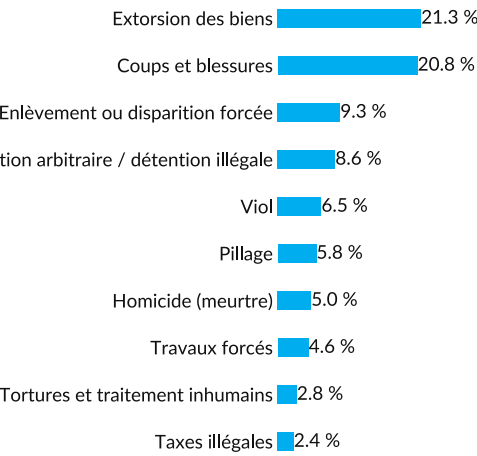
Huit mois après la signature de l'Accord de Paix de Washington (27 juin 2025), le rapport d'évaluation indépendante de l'initiative Baromètre des Accords de Paix en Afrique de février 2026 confirme la stagnation préoccupante du processus. Le taux global de mise en œuvre demeure fixé à 23,3 %, sans progrès notable depuis novembre 2025¹. L'absence de dynamique tangible renforce les risques de résurgence des hostilités et limite de fait la capacité des populations affectées à accéder à un environnement protecteur. Cette stagnation fragilise également les perspectives de prévention des violations, notamment celles liées aux représailles, aux recrutements forcés, aux violences basées sur le genre et aux risques liés aux engins explosifs.



TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ AFFECTÉES



TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



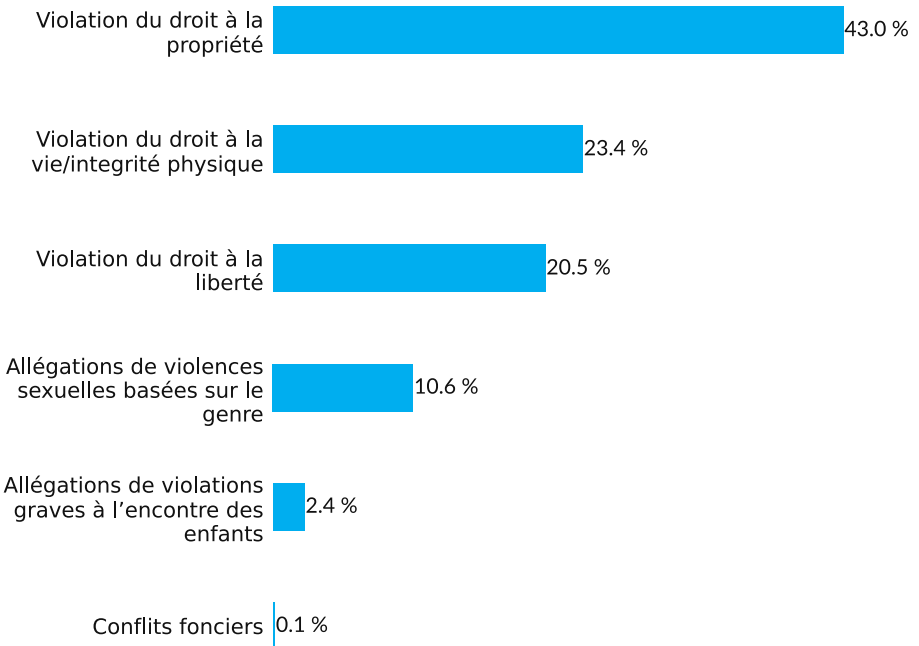
FAITS SAILLANTS

Province de l'Ituri:

La protection des civils demeure gravement compromise par l'activisme de multiples groupes armés (dont ADF, CODECO/URDPC, CRP/FRPI et autres factions) et par des allégations récurrentes d'abus commis par certains éléments des forces régulières. Les zones les plus affectées incluent Fataki, Mangala, Tchomia, Nizi et Bambu.

Par ailleurs, des tensions régionales auraient été évoquées en lien avec la perception d'un rapprochement de certaines populations civiles avec l'armée ougandaise, la Force de défense du peuple ougandais (UPDF).

Violations identifiées par catégories en Ituri



Territoire de Djugu

- Le territoire a été particulièrement affecté par de nombreux incidents consécutifs aux affrontements entre les Forces de défense et de sécurité (FARDC) et les groupes armés, d'une part, et aux attaques des groupes armés contre les populations civiles, d'autre part.
- Il est toutefois important de noter qu'en dépit de l'insécurité persistante, l'accès humanitaire s'est légèrement amélioré, permettant une présence timide des acteurs dans la zone de Bule.
- Les violations enregistrées au cours de cette période concernent principalement des cas d'extorsion, d'arrestations arbitraires, d'enlèvements, de coups et blessures, de pillages, ainsi que des meurtres, particulièrement signalés dans les zones de santé de Fataki, Mangala, Tchomia, Nizi et Bambu. À cela s'ajoute une exposition accrue aux violences armées, incluant l'utilisation d'engins explosifs, des tirs d'armes à feu et des opérations militaires menées à proximité des zones d'habitation et des sites de déplacés.
- L'utilisation d'armes lourdes à proximité de zones densément peuplées expose les civils, notamment les enfants, à des risques élevés d'accidents et de sécurité, pouvant entraîner des blessures, voire des décès.

¹ https://www.peacebarometerafrica.org/_files/ugd/ddb61b_6c78aed93e4e4353a630f16811ce7bd0.pdf?index=true

- À titre d'exemple, le 8 février 2026, des éléments présumés des Forces armées de la RDC ont lancé un engin explosif dans le village de Bule, provoquant un mouvement de panique parmi la population locale. Depuis lors, plusieurs familles se sont déplacées progressivement vers des localités perçues comme plus sûre.
- De même, dans la nuit du 12 février 2026, à la suite d'un acte criminel commis à Iga Barrière, dans la chefferie de Bahema Baguru, les militaires des FARDC ont lancé deux bombes en direction du site de déplacés de Tuungane. L'engin a survolé le camp et s'est écrasé à proximité d'une école, sans victime.
 - De plus, une dégradation de l'environnement de protection autour des sites de déplacés internes a été signalée, comme en témoignent des incidents survenus notamment dans la zone de Bule.
 - Dans la zone de santé de Mangala, certains éléments des FARDC seraient responsables de violations et d'abus, principalement des extorsions, des arrestations et des détentions arbitraires, souvent assorties d'amendes exorbitantes imposées aux civils.
- À titre d'exemple, le 25 février 2026, dans le village de Buju (groupement Ngle, zone de santé de Fataki), des tirs d'armes à feu provenant du campement des FARDC (situé sur la colline Pili, à environ 600 mètres du site de Plaine Savo) auraient été entendus, et deux jeunes garçons déplacés auraient été blessés par balle. Ces tirs seraient une mesure de représailles de la part des FARDC contre les occupants du site de Plaine Savo, soupçonnés d'être à l'origine de la mort de l'un de leurs membres.

Territoire d'Irumu

- Le territoire a été particulièrement affecté par l'activisme des groupes armés, notamment à l'encontre des populations civiles.
 - Des extorsions de biens et des enlèvements de civils ont été perpétrés par des individus présumés appartenir à un groupe armé dans les zones de santé de Boga et de Komanda. Des cas de coups et blessures ont également été attribués à des combattants présumés appartenir notamment à la faction Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI).
 - Le 20 février 2026, dans la localité de Mapipa (groupement Baley, chefferie de Banyali Tchabi, zone de santé de Boga), six personnes retournées, dont deux femmes et quatre hommes, auraient été enlevées par des combattants présumés ADF alors qu'elles se rendaient dans leurs champs pour récolter des vivres.
- Les victimes auraient réussi à s'échapper deux jours plus tard, lors d'une opération conjointe des FARDC et de l'UPDF visant à poursuivre les ADF.
- Le 24 février 2026, des individus armés ont également mené une incursion dans le village de Mafifi, dans le groupement Bandavilemba, dans la chefferie de Walese-Vonkutu, dans la zone de santé de Komanda, au cours de laquelle cinq personnes de retour ont été enlevées. Les assaillants auraient également pillé et incendié un poste de santé privé de ce village.

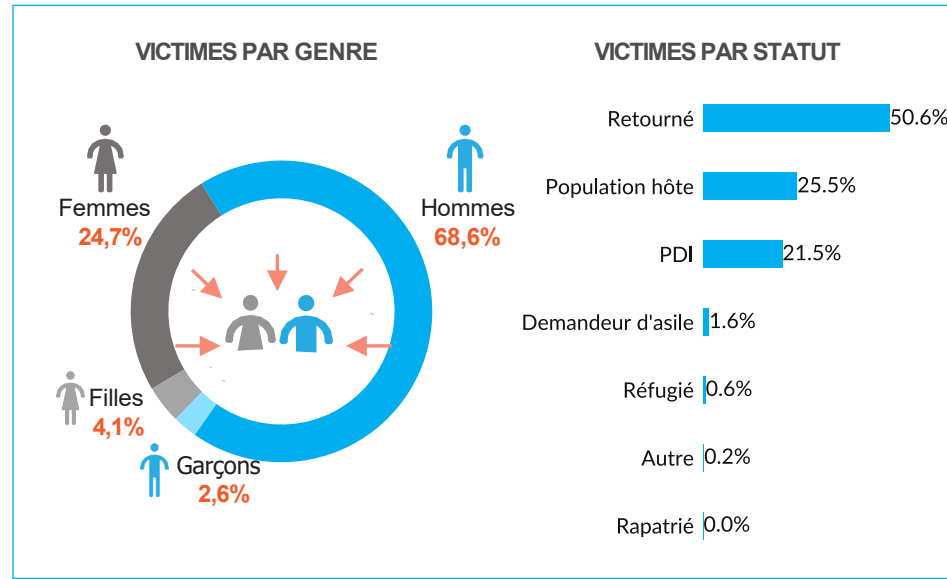
Territoire de Mambasa

- Au début de la période, des informations persistantes faisaient état de la présence présumée d'éléments du groupe armé ADF dans plusieurs zones, entretenant un climat de peur permanent au sein des communautés rurales, qui limitait leurs déplacements, au risque de rencontrer des difficultés d'accès aux services sociaux de base.
- Des actes attribués aux éléments dits « Wazalendo » témoignent d'un environnement de protection fortement dégradé. Les faits rapportés font état de pillages, d'extorsions de biens, de coups et blessures, d'arrestations et de détentions arbitraires, ainsi que d'incidents liés aux violences basées sur le genre (VBG). Ces actes entraînent un climat de peur généralisé et entravent les activités économiques locales, notamment agricoles, tout en aggravant la vulnérabilité des ménages.
- Le 14 février 2026, quatre corps sans vie ont été découverts en pleine forêt, au sud de Biakato, dans l'agglomération de Bunyuka (aire de santé de Katanga). Ces personnes auraient été exécutées sommairement par des membres du groupe armé ADF-NALU, connu pour ses mouvements répétés et violents dans la région.

Territoire de Mahagi

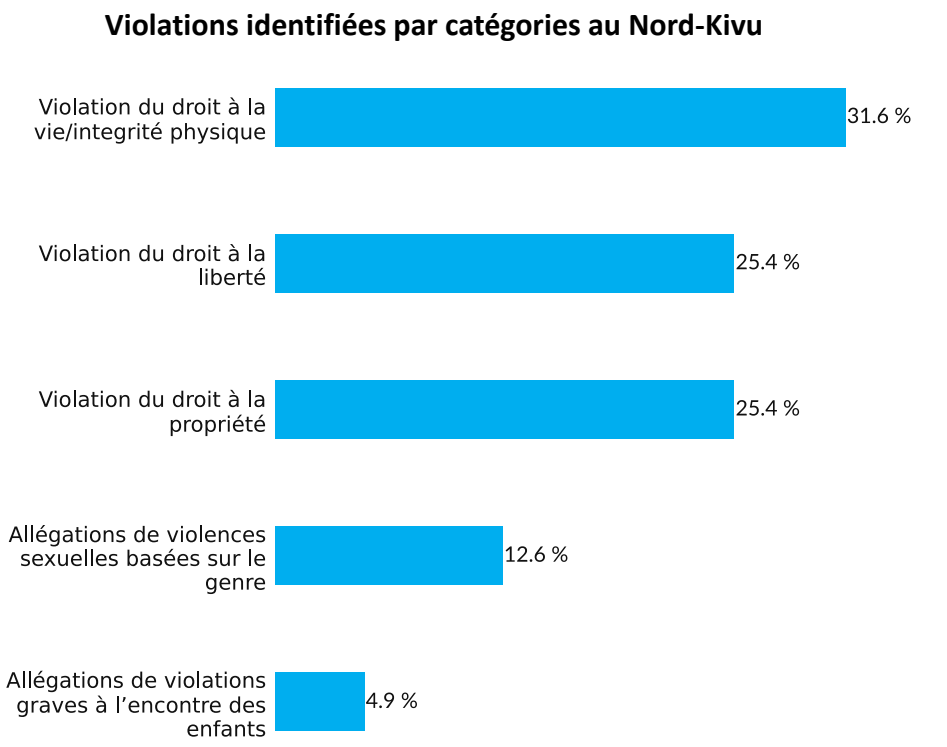
- L'environnement de protection dans les zones de santé de Logo et d'Angumu a été caractérisé par différents types de menaces. Il s'agit principalement d'enlèvements récurrents de civils par des groupes armés non étatiques dans le groupement de Ruinga, d'incendies de maisons, de pillages et de représailles contre les civils par des membres de ces groupes à Musongwa et Djupanyinge, ainsi que de menaces de déguerpissement forcé des personnes déplacées internes (PDI) à Pacira.
- Le 28 février 2026, deux femmes du village de Bugo ont été enlevées par des membres d'un groupe armé à la suite d'une dette ensuite relâchées après cinq jours de captivité. Une psychose règne désormais dans le village, les habitants

- craignant d'être enlevés par ces acteurs et s'apprêtant à abandonner leurs habitations.
- Dans le groupement de Musongwa, des acteurs armés non étatiques s'immiscent dans des conflits communautaires, augmentant ainsi les risques d'abus des droits humains à l'encontre des civils.
- Le 15 février 2026, trois maisons appartenant à des femmes de retour auraient été incendiées par des membres d'un groupe armé au village de Musongwa. Les victimes avaient été accusées de sorcellerie par un homme du village ayant des liens avec les présumés auteurs. À la suite de cette situation, 11 ménages composés de 38 personnes ont été déplacés vers le site des PDIs à Lanyi.
- Dans la zone de santé de Logo, au village de Djupangima, dans l'aire de santé de Jalusene, les femmes et les filles parcourent environ un kilomètre pour s'approvisionner en eau à la rivière Zanda. Ce qui les expose davantage aux risques des violences basées sur le genre (VBG).
- Selon les sources locales, des groupes armés non étatiques, en provenance du territoire de Djugu, se cacheraient aux abords de la rivière, où ils ont enlevé deux femmes en février 2026, qui ont été violées. L'absence notoire des forces de sécurité et la présence active des groupes armés dans les localités environnantes constituent une menace permanente.
- Depuis le 8 février 2026, des acteurs armés non étatiques alimenteraient une crise de cohabitation entre deux communautés (Lendu et Alur) dans les localités limitrophes du territoire de Djugu (Jupangima et Jalusene). Des PDIs appartenant à une communauté sont la cible d'enlèvements pour un retour forcé dans leurs localités de provenance. Cette situation risque de détériorer davantage la cohabitation entre les communautés de la région et de provoquer des déplacements de population.



Province du Nord-Kivu :

La période a été marquée par des affrontements entre groupes armés et par des représailles contre des civils accusés de collusion avec des factions rivales. Les incursions à visée de ravitaillement ont donné lieu à des meurtres, enlèvements, extorsions et pillages.



Territoire de Masisi

- Des affrontements signalés dans les groupements Ufamandu, Bapfuna, Mupfunyi-Kibabi, Bashali-Kaembe, Nyamaboko 1, Banyungu, Bashali-Mukoto et Nyalipe auraient entraîné des homicides, des cas de blessures dont la plupart causés par des éclats d’obus ainsi que plusieurs actes de pillages, homicides, violences sexuelles, enlèvements, extorsions et enrôlements forcés... Ces affrontements auraient poussé des centaines de ménages à effectuer un déplacement vers des zones jugées plus sûres, engendrant ainsi un climat de psychose au sein des communautés et des restrictions temporaires de mouvements, notamment dans les groupements Bashali-Kaembe et Banyungu, et sur l’axe Masisi centre-Nyabiondo.
- Plusieurs exactions continueraient d’être perpétrées à l’encontre de civils accusés de collaboration avec des groupes armés rivaux, notamment des enlèvements, homicides et violences physiques.
- Par ailleurs, des acteurs armés en quête de moyens de subsistance multiplieraient des incursions dans les habitations et les champs, commettant des accompagnées d’exactions telles que meurtres, blessures, enlèvements et pillages.

Tel aurait été le cas des groupements de Bashali-Mukoto et Bashali-Kaembe où des éléments d’un groupe armé auraient mené une incursion au village de Kashovu (Bashali-Kaembe) au cours de laquelle des vaches auraient été pillées et un éleveur tué, le 6 février.

De plus, le 7 février, des éléments d’un groupe armé auraient pénétré dans 9 maisons à Rujagati (Bashali-Mukoto), pillant des biens dans 4 d’entre elles. Les occupants des 5 autres habitations auraient été blessés par coups de fouet et de machette.

- Dans le groupement de Bashali-Mukoto, des éléments d’un groupe armé auraient procédé à des enlèvements de civils, instaurant un climat de peur et de psychose au sein des communautés locales, où les habitants craindraient d’être victimes d’incidents similaires.

Territoire de Rutshuru

- Les affrontements entre un groupe armé et la coalition rivale et entre des groupes armés se seraient poursuivis dans le territoire, notamment dans les groupements de Kihondo, Bukombo, Mutanda, avec des conséquences négatives sur la protection des civils (entre autres, meurtres, enlèvements et violences physique), entraînant des déplacements forcés vers des zones perçues comme plus sûres.
- Par ailleurs, dans les groupements de Bambo et Kihondo, une recrudescence d’incursions armées, marquées par des meurtres, enlèvements et violences physiques contre des civils accusés de collaboration avec des groupes armés rivaux, compromettrait davantage la protection des populations et accentuerait leur vulnérabilité.
- Enfin, sur l’axe routier Rwindi-Kanyabayonga et dans les groupements de Kihondo et de Kisimba, des acteurs armés en quête de ravitaillement continueraient de tendre des embuscades contre les usagers, assorties de coups et blessures et pillages, aggravant par ricochet l’insécurité et restreignant la liberté de mouvement dans la zone.

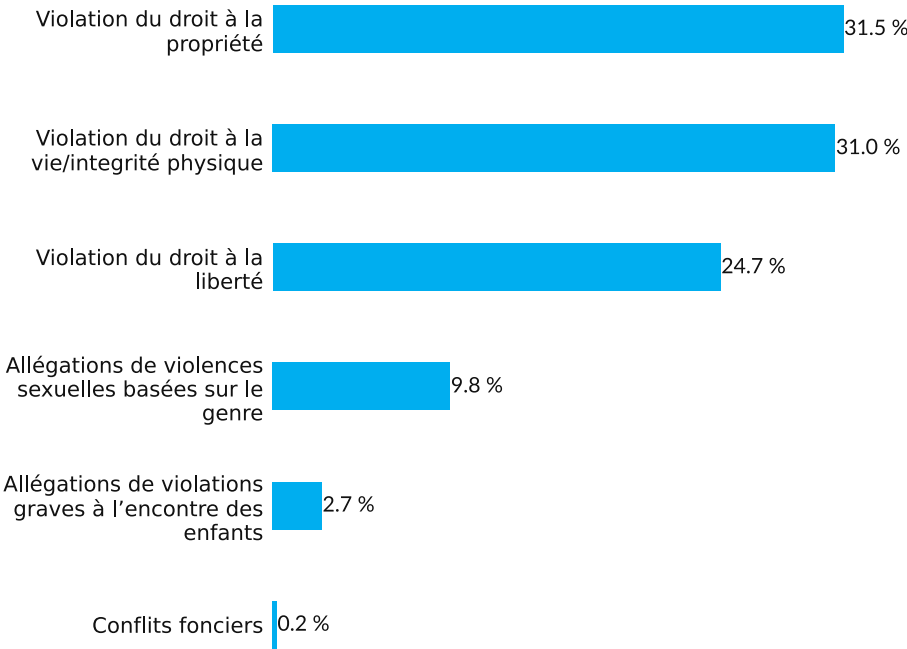
Territoire de Nyiragongo

- La période a été marquée par des affrontements entre groupes armés et par des représailles contre des civils accusés de collusion avec des factions rivales, principalement dans le Sud-est du territoire. Ces affrontements s’accompagneraient de violations telles que des violences sexuelles, des agressions physiques, enlèvements, extorsions, pillages, homicides.
- En outre, des femmes et jeunes filles qui vaquent à leurs activités de subsistance continuent à être exposés aux VBG, principalement dans le Parc national des Virunga.

Province du Sud-Kivu² :

L’environnement de protection demeure volatil. Les affrontements répétés ont entraîné des exactions, des déplacements massifs et des contraintes d’accès humanitaire. La réouverture de la frontière Gatumba–Kavimvira le 23 février 2026 a suscité des retours spontanés de ressortissants congolais depuis le Burundi.

Violations identifiées par catégories au Sud-Kivu



Territoire de Kalehe

La persistance des affrontements entre groupes armés rivaux dans la partie nord- ouest et dans les Hauts Plateaux du territoire continue de constituer une menace majeure et permanente pour la protection des civils. Dans ce contexte d’insécurité, les civils vivant à proximité des zones de combats restent exposés à de multiples violations des droits humains, notamment des coups et blessures et des actes de viol, meurtres, et d’enlèvements.

- Dans le sillage de ces affrontements, l’on observe également des déplacements forcés de populations, ainsi que la récurrence de graves violations commises sur les enfants dans le contexte de conflit armé.

A titre d’illustration, deux jeunes filles ont été violées par ces groupes armés lors de leurs retranchements des zones de combats. Ces survivantes ont été orientées vers un centre de santé de Bushaku 1er grâce aux efforts d’une structure locale de protection.

Selon les acteurs locaux et leaders communautaires, six (6) enfants auraient été recrutés par deux différentes factions des groupes armés du 07 au 08 février dans les villages de Maibano, Tchigoma et Ramba en groupements de Mubugu et Lubengera à l’ouest de Kalehe Centre.

- Le 21 février, quatre (4) femmes (dont une fille mineure) ont été violées à l’issu d’une incursion perpétrée par des éléments d’un groupe armé dans les ménages de populations civiles du Centre de Katasomwa/Rutoki. Les survivantes n’auraient pas accédé aux soins dans la structure sanitaire référencée (CS de Katasomwa) à cause de la rupture des médicaments et Kits PEP.
- Dans ce contexte d’insécurité, le 05 février, huit (8) hommes accusés de collaborer avec la coalition des groupes armés rivaux ont reçu des coups et blessures lors de l’attaque du village de Chambombo au nord-ouest de Kalehe. Ils ont bénéficié de la prise en charge médicale dans deux structures médicales de Chambombo et Numbi.

Territoire de Kabare

Des affrontements entre un groupe armé et une coalition d’un autre groupe armé rival ont été observés dans les localités du nord et sud-ouest du territoire de Kabare avec des conséquences négatives sur la protection des civils. Des cas de meurtres, viols, enlèvements, travaux forcés, de pillages, destructions de biens et cultures, y compris des incursions attribuées aux groupes armés ont été rapportés.

Les représailles sur des civils accusés de collaborer avec d’autres groupes armés persiste. Elles incluent des arrestations arbitraires et des enlèvements.

A titre d’exemple, dans la nuit du 16 février, au village Irhegabaronyi, Chefferie de Nindja, trois (3) hommes d’une même famille, soupçonnés d’être en intelligence avec un groupe armé, ont été enlevés par des éléments d’un autre groupe armé rival. Ces victimes ont été relâchées après avoir payé une rançon de 750 dollars chacune et ont subi des actes de tortures et menaces au cours de leur captivité. Ces actes deviennent de plus en plus fréquents dans ce coin du territoire partageant des limites avec les territoires de Walungu, Shabunda et Kalehe.

² Rapports hebdomadaires de Monitoring de protection Sud Kivu

- Il a été observé dans la partie nord du territoire et proche de l'aéroport national de Kavumu des enlèvements, arrestations et détentions attribués à des éléments d'un groupe armé rival actif aux alentours du PNKB. Neuf (9) civils ont été enlevés après le bouclage organisé par les éléments d'un groupe armé (MDD) dans certains quartiers de Kavumu le 21 février. Ces affrontements suivis d'enlèvements ont été la base de paralysie et la suspension des activités socioéconomiques dans l'axe Miti-Kavumu et Katana y compris Kabamba.

Territoire de Walungu

- Au cours de la période, des actes d'extorsion de biens, d'enlèvements, d'arrestations, de viols perpétrés par des hommes armés, y compris des déplacements forcés des civils ont profondément affecté plusieurs entités du sud-est et sud-ouest.

A titre d'illustrations :

- Le 2 février, 12 civils (dont deux femmes), revenant d'un champ communautaire à Cibanda, Chefferie des Kaziba, ont été enlevés par des hommes armés non identifiés, puis relâchés deux jours après. Les deux femmes ont été abusées sexuellement.
- Le 05 février, 16 civils en provenance de Musimbi, à l'ouest de Kamanyola, seraient tombés dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés dans les escarpements de Ngomo, à 10 Km de Kamanyola. Des biens de valeur (argent, téléphones et sacs de vêtements) ont été emportés, et deux (2) femmes ont été agressées sexuellement par les malfrats. Selon les sources locales, il s'agit d'un deuxième cas enregistré au même endroit en moins de trois semaines.
- Le 10 février, dans le village Chagombe, dix-huit (18) civils en partance pour Bukavu à bord d'un bus seraient tombés dans une embuscade tendue par des éléments d'un groupe armé et ont été dépossédés de leurs biens et trois (3) parmi elles ont été tuées par machette.

Territoire de Mwenga

- Des affrontements opposant des groupes armés se seraient intensifiés et auraient occasionné un déplacement massif des populations civiles dans les localités du sud-est et nord-est de Mwenga Centre. Des abus et violations des droits de l'homme notamment attribués aux groupes armés (actes de pillage et d'extorsion de biens, enlèvements de civils, viols des femmes et jeunes filles, travaux forcés et recrutements d'enfant) ont été observés.
- L'espace Itombwe a été plus affecté par ces attaques armées favorisant les effets négatifs sur le vécu quotidien des populations locales.

Dans la matinée du 4 février au village de Katenga, groupement de Basimukindje 1er, secteur d'Itombwe, sept (7) civils qui se rendaient à Kipupu seraient tombés dans l'embuscade tendue par des éléments de la coalition d'un groupe armé. Selon les sources locales, ils ont été dépossédés de tous leurs biens et quatre (4) civils parmi eux auraient été tués.

En outre, une attaque aurait coûté la vie à trois civils et des biens de valeurs auraient été emportés par les hommes armés le 05 février à Tulambo dans l'espace d'Itombwe, au sud-est de Mwenga-centre. Selon des sources locales, ces hommes armés seraient actifs dans cette zone depuis le déclenchement des hostilités dans la zone de Point-Zéro où des affrontements sont régulièrement rapportés, touchant les localités de Bilalombili, Mikenge 1&2, Tulambo, Kipupu, Bijombo et Lwemba.

- Du 20 au 21 février, d'autres violents affrontements ont opposé des groupes armés dans la localité de Lwemba à 7 kilomètres de Kipupu après le retrait de la coalition de plusieurs groupes armés de ladite cité la semaine du 12 au 18 février. Environ 105 ménages de 525 personnes se seraient déplacés de force vers les localités Mikenge, Kipupu et dans la forêt environnante. Les mêmes acteurs armés ont pillé les biens ménagers des populations et utilisé dix-sept (17) civils pour le transport des biens pillés.

Ville et territoire d'Uvira

- Le contexte de protection a été marqué par un afflux de ressortissants congolais rapatriés arrivés de manière spontanée à l'issue de l'ouverture des frontières entre la RDC et le Burundi, des mouvements de retour volontaire des populations réfugiées congolaises en provenance de différents camps au Burundi ont été observés dans les zones de santé d'Uvira, Lemera et Ruzizi.

En février 2026, 2 759 ménages de 15 583 réfugiés congolais ont été enregistrés au point d'entrée de Kavimvira dans le cadre du suivi des retours spontanés de réfugiés congolais au Burundi. La majorité des rapatriés rejoignent la ville d'Uvira par leurs propres moyens.

- Dans ces mêmes circonstances, des affrontements menant à la prise de contrôle des certaines localités dans les Hauts Plateaux et plaine de la Ruzizi ont occasionné des déplacements forcés des populations civiles. Des cas de meurtres et des blessures par balle attribués aux groupes armés et la présence d'engins explosifs (EE/REG) ont été rapportés.

- Dans les villages de Makobola, Katongo, Kigongo au sud de la ville d'Uvira, à Luberizi, Sange, Kigoma et Kabunambo et Lemera au nord d'Uvira, des engins explosifs (EE/REG) ont été découverts par les populations retournées se précipitant dans leurs champs au cours de la période du 11 au 23 février 2026. Les populations retournées, réfugiées et déplacées internes seraient exposées de manière permanente, à des risques élevés liés à cette présence de restes explosifs de guerre (REG) dans cette région.

- Les femmes et jeunes filles continuent d'être victimes VBG alors qu'elles vaquent à des travaux champêtres.

Le 15 février, dans le village de Kigoma, à l'ouest de la cité de Sange en chefferie des Bafuliiru, sept (7) résidentes (dont 5 femmes et 2 filles mineures) auraient été violées par des hommes armés non identifiés pendant qu'elles effectuaient des travaux champêtres. Ces survivantes ont été orientées vers l'hôpital général de Ruzizi pour y recevoir des soins médicaux car le centre de Kigoma a été pillé par les présumés éléments d'un groupe armé lors de leur redéploiement dans les Moyens Plateaux d'Uvira.

- La poursuite d'affrontements dans plusieurs villages entraine des déplacements et d'entraîner plusieurs violations/abus des droits humaines.

A titre d'exemples :

- Le 16 février, environ 523 ménages de 2 615 personnes se sont dirigés vers les villages de Mashuba, Butumba et Mubere.
- Du 21 au 23 février, à la suite de violents affrontements entre des éléments de deux groupes armés dans les villages Mashuba, Mulenge, Kidote, Kifune, Mubere et Rugeje, environ 2 407 ménages de 11 035 personnes se seraient dirigés vers les villages de Butole, Kitumbi, Bwesho, Narumanga, Nyawera, Kigoma centre, Kahungwe, Runingu, Kabunambo, Sange, Luberizi et localités environnantes.

Territoire de Fizi et la ville de Baraka

- En dépit des retours spontanés des réfugiés congolais du Burundi et des attaques ciblées des groupes armés, le contexte du territoire de Fizi reste dominé par de violents affrontements dans le triangle Fizi-Uvira et Mwenga (Itombwe). Les populations civiles y seraient exposées à des violations graves des droits humains, parmi lesquelles des actes de meurtres, viols de femmes, enlèvements, travaux forcés, extorsions de biens et coups et blessures, mais aussi elles ont entraîné des déplacements forcés des populations vers des zones perçues comme plus sûres, souvent dans des conditions de grande précarité.

- Des sources locales ont rapporté des affrontements du 1er au 3 février, entre deux groupes armés rivaux dans les villages Points Zéro, Madegu/Minembwe-Centre et Kivumu, dans le groupement de Basimunyaka-sud. Selon les informations recueillies, environ 235 ménages de 1 175 personnes se seraient déplacés vers les villages Minembwe, Ilundu, Mukera, Point Zéro, Mboko et Lusenda. Une trentaine des maisons des civils auraient été incendiées et de nombreux biens auraient été emportés.

- Les 3 et 4 février, 18 ménages PDIs qui fuyaient les affrontements dans les hauts plateaux de Fizi auraient été attaqués à 11 kilomètres de la localité de Mukera. Ils ont été dépossédés de leurs biens. Quatre (4) femmes faisant partie d'un groupe de PDIs qui fuyaient les affrontements dans les hauts plateaux de Fizi auraient été violées par des éléments des groupes armés et les autres civils auraient reçu des coups et blessures.

- Par ailleurs, à la suite de l'accalmie précaire observée dans ces entités, un mouvement de retour spontané d'environ 229 ménages de 1 145 personnes (réfugiés congolais en provenance du Burundi et des personnes déplacées internes) a été enregistré dans les localités de Mboko, Kenya, Swima, Abeka et Lwaba du 1er au 3 février. Toutefois, ces ménages font face à d'importantes difficultés en raison d'actes de pillages dont les habitations ont été victimes de la part de présumés éléments armés (FARDC et leurs supplétifs) pendant leur absence dans les villages d'origine.

- Enfin, il importe de préciser que du 20 au 25 février, cinq (5) affrontements entre les groupes armés rivaux ont été rapportés aux villages d'Ilundu, Kahwera, Kakenge, Timbyangoma et UGEAFI, situés au nord-ouest de Minembwe. Environ 870 ménages de 4 350 personnes se seraient déplacés vers les localités Madegu/Minembwe centre, Kabingo, Kakangara, Kisoke et ses environs. Les combats, caractérisés par l'usage d'armes légères et lourdes y compris des drones, ont provoqué une panique généralisée et l'abandon précipité des habitations par les civils.

Province de Tanganyika :

Territoire de Kalemie

La situation sécuritaire et de protection dans le territoire de Kalemie demeure précaire et préoccupante, marquée par des incidents impliquant des porteurs d'armes, des violations graves des Droits Humains et des risques sanitaires émergents. Ces dynamiques contribuent à un climat de peur au sein des communautés locales et affectent négativement la cohésion sociale.

- **Zone santé Nyemba** : La zone fait face à un cycle de violence mêlant banditisme routier, instabilité des groupes se réclamant "Wazalendo" et résurgence de conflits communautaires.

Les usagers de la route, principalement les motards, sont la cible d'attaques récurrentes. En février, plusieurs embuscades continuent à être signalées (entre 55 et 85km de Kalemie centre) sur l'axe Kalemie - Nyunzu et Kalemie - Bendera.

Des miliciens, souvent armés de flèches et de machettes, enlèvent les conducteurs et leurs clients pour les dépouiller de tous leurs biens avant de les relâcher, causant parfois des blessures graves. Des cas de pillage de masse et de déplacements auraient été enregistrés lors des incursions armées qui ont causé des préjudices matériels majeurs.

A titre d'illustration, le 15 février à Lusimbika, plus de 580 ménages (soit environ 2 346 personnes) ont été victimes de pillages systématiques et de violences physiques perpétrés par des personnes identifiées comme Wazalendo alors que certains affirment qu'il s'agit de militaires de FDC.

- Les petits commerçants et résidents du tronçon Kalongolwelo–Mushaba continuent de dénoncer les abus commis par de nouveaux éléments FARDC, des extorsions (consommation de boissons, cigarettes et marchandises diverses sans paiement), et l'usage d'armes à feu pour intimider les propriétaires réclamant réparation. Des faits similaires ont été rapportés au petit marché de Matafari, près de Kachelewa, renforçant le sentiment d'insécurité et d'impunité au sein des communautés affectées.
- **Zone de santé de Kalemie** : le déplacement pendulaire d'environ 700 ménages des PDIs de la crise M23 a été signalé ce mois. Ces dernières ont été accueillies dans le village de Nyemba, zone de santé de Kalemie. Ce mouvement massif a été déclenché par une psychose généralisée suite à la chute d'Uvira, les populations craignant une progression des rebelles de l'AFC/M23 vers le chef-lieu de la province. Ces déplacés survivent actuellement dans des familles d'accueil et des édifices religieux.

Par ailleurs des nouvelles vagues de déplacés fuyant des zones de combats entre miliciens ont été enregistrés sur l'axe rail. Des affrontements entre deux groupes de miliciens sur les collines de Misuaki village ont provoqué le déplacement forcé de 180 ménages de 918 personnes vers Nyemba centre majoritairement issus de la communauté Twa.

Territoire de Nyunzu

En début de période, la découverte du corps sans vie d'un jeune homme a suscité une vive inquiétude au sein de la population locale de la communauté locale de la carrière de Kisengo, dans un contexte déjà caractérisé par une fragilité sécuritaire persistante, notamment dans les zones minières isolées où la présence de l'État reste limitée.

Territoire de Kabalo

L'érection d'une barrière militaire au village de Kabamba, à environ 78 km du centre de la cité de Kabalo a été signalée par les populations. Cette barrière est occupée à la fois par des éléments militaires et des miliciens qui y imposent une taxation illégale aux usagers de la route.

En cas d'incapacité de paiement des « droits de barrière », les voyageurs sont obligés d'abandonner des biens ou des effets personnels d'une valeur équivalente au montant exigé.

Cette pratique constitue une entrave grave à la liberté de circulation et affecte négativement les conditions de vie des populations locales, déjà vulnérables sur les plans économique et sécuritaire. Elle limite l'accès aux marchés, aux services de base et aux moyens de subsistance, tout en exposant les usagers à des risques d'abus et d'exploitation. Face à cette situation, les habitants de la zone lancent un appel pressant aux autorités compétentes afin qu'elles s'impliquent activement pour le démantèlement de cette barrière illégale et le rétablissement de la libre circulation, condition essentielle à la stabilité et au bien-être de la communauté.

MAI NDOMBE, KINSHASA, KWILU, KWANGO :

Les partenaires locaux rapportent un calme relatif qui prévaut dans le **territoire de Kwamouth**, mais également la présence importante des Mobondo réfractaires et continuent d'exercer des pressions sur les civils.

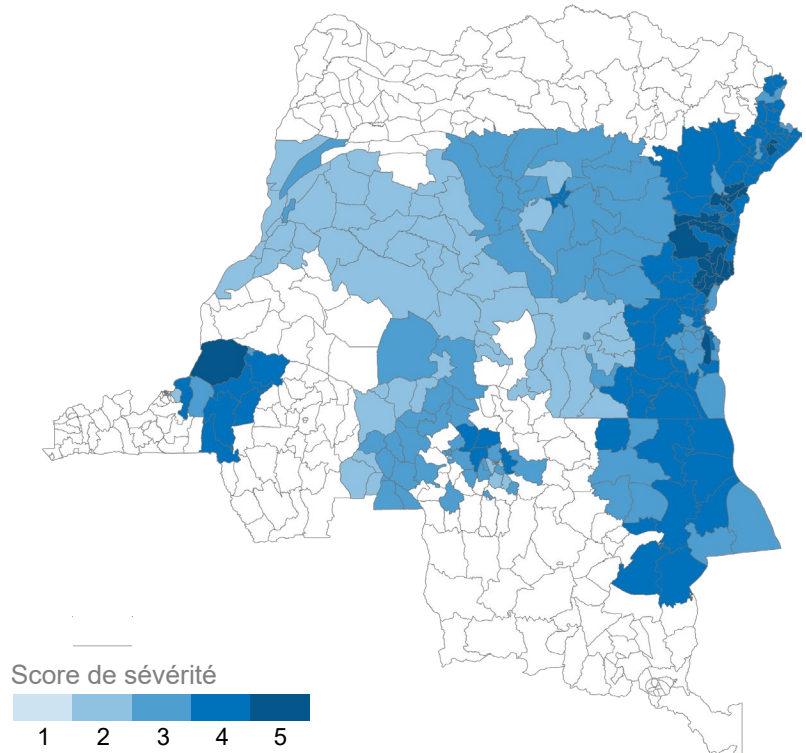
En outre, il est fait état de conflits coutumiers, entraînant des violences communautaires et fragilisant la cohésion sociale en territoire de Kutu.

A **Kinshasa**, Maluku, l'accalmie reste précaire, le processus de stabilisation étant affaibli par le refus de reddition de certains commandants Mobondo et par les exactions persistantes, y compris celles des FARDC contre les civils.

Dans le **Kwango**, la baisse des attaques a instauré un calme apparent, mais celui-ci est compromis par des exactions économiques, une pression socio sécuritaire accrue consécutive à l'arrivée massive des Congolais refoulés de l'Angola à Tembo et des violences communautaires à Kasongo Lunda. Il a aussi été constaté une réorganisation des milices.

Enfin, au **Kwilu**, la situation demeure volatile avec la reconstitution des Mobondo réfractaires dans les bastions d'une faction et la persistance des conflits communautaires, notamment à Gungu et Manzasay. En fin de période, des violences communautaires persisteraient, entre Teke et Mbala autour de Kisia.

Aperçu: Carte des sévérités de risques de protection



LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

